


Octobre 2011

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольствен ная и сельскохозяйств енная организация Объединенных	Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación
---	--	--------------------	---	---	--	--

F

COMITE DES PRODUITS

RÉUNION CONJOINTE DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES FIBRES DURES (TRENTÉ-SIXIÈME SESSION) ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE JUTE, LE KÉNAF ET LES FIBRES APPARENTÉES (TRENTÉ-HUITIÈME SESSION)

Salvador de Bahia (Brésil), 16-18 novembre 2011

POLITIQUES AYANT UNE INCIDENCE SUR LE COMMERCE DES FIBRES ET PRODUITS DÉRIVÉS¹

INTRODUCTION

1. Les produits regroupés sous l'appellation « jute et les fibres dures »² sont essentiels en tant que moyens de subsistance pour des millions de familles dans les pays en développement. Ils sont produits, transformés et exportés comme produits finis ou bien comme intrants industriels. Depuis 2001, les produits du jute et des fibres dures affichent une courbe des exportations ascendante, hormis une baisse en 2008 due à la contraction de la demande au plus fort de la crise économique mondiale. Une météorologie capricieuse, des mouvements des prix relatifs favorables aux cultures concurrentes (par exemple, le riz et le jute sont en concurrence car visant les mêmes terres), sans compter la concurrence intense des fibres synthétiques, sont autant de facteurs clés de compétitivité dans le secteur du jute et des fibres dures.

2. La croissance des exportations de jute et de fibres dures observée entre 2001 et 2008 peut être attribuée en partie à la hausse de la demande mondiale de produits transformés issus de ces fibres, sous l'effet d'une demande croissante de matériaux composites contenant des fibres naturelles; cette demande est motivée par des préoccupations d'ordre écologique compte tenu du coût et de l'impact de l'utilisation de produits dérivés du pétrole et des pratiques de déboisement incompatibles avec un développement durable, préoccupations d'autant plus sensibles que s'affirme la perception par le grand public des effets négatifs du changement climatique. Ces inquiétudes se traduisent par un regain d'intérêt pour les fibres naturelles, qui sont des matières

¹ Les tableaux statistiques d'où sont issues certaines données présentées dans ce document sont consultables dans le document CCP:HF/JU 11/CRS 4.

² L'expression « jute et fibres dures » renvoie ici aux produits bruts et élaborés des fibres naturelles suivantes: jute et kénaf (fibres souples) et sisal, coir et abaca (fibres dures).

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

premières renouvelables, présentant de bonnes propriétés mécaniques et respectueuses de l'environnement. Ces biomatériaux peuvent remplacer les produits à base de fibre de bois ou de fibres synthétiques et, qui plus est, ils ont des applications dans les secteurs de l'automobile et du bâtiment, qui sont les principaux débouchés déterminant l'essor des applications des matériaux composites à base de fibres naturelles³.

3. Le présent document est rédigé pour donner suite à la décision prise par le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures et le Groupe intergouvernemental sur le jute, le kénaf et les fibres apparentées au cours de leur dernière Réunion conjointe en 2009, au cours de laquelle le Secrétariat a été invité à rédiger un document récapitulant les politiques et les problématiques fondamentales en rapport avec le commerce qui ont une incidence sur le marché des fibres et de leurs produits dérivés, de manière à mieux faire comprendre l'ensemble des politiques qui encadrent les marchés et les échanges internationaux.

4. Depuis 1996, les accords conclus sous l'égide de l'OMC ont donné lieu à d'importantes réductions des obstacles au commerce de produits agricoles et des mesures de soutien faussant le jeu des échanges dans de nombreux pays. S'agissant du jute et des fibres dures, étant donné que ces fibres sont produites et exportées principalement par des pays en développement, qui n'ont généralement pas de mécanismes faussant le commerce, ce sont les mesures de soutien des pays exportateurs de produits concurrents qui sont déterminantes pour la compétitivité du marché du jute et des fibres dures. En outre, même si les droits de douane imposés sur le jute et les fibres dures ont généralement été réduits sous l'effet de la libéralisation des échanges multilatéraux et bilatéraux, l'accès au marché du jute et des fibres dures reste régi par la subsistance d'un régime de taux progressifs (plus les produits sont élaborés, plus les droits douaniers sont élevés) et par le recours à des obstacles non douaniers. De plus, il est probable que le développement du secteur des composites à fibres ajoute une nouvelle dimension à ces questions intéressant le secteur du jute et des fibres dures. L'analyse des régimes commerciaux concernés est certainement complexe et doit englober des produits très variés dont la teneur en fibres est incertaine. C'est pourquoi le présent document n'a pas l'ambition de décrire l'environnement constitué par les politiques régissant ce secteur.

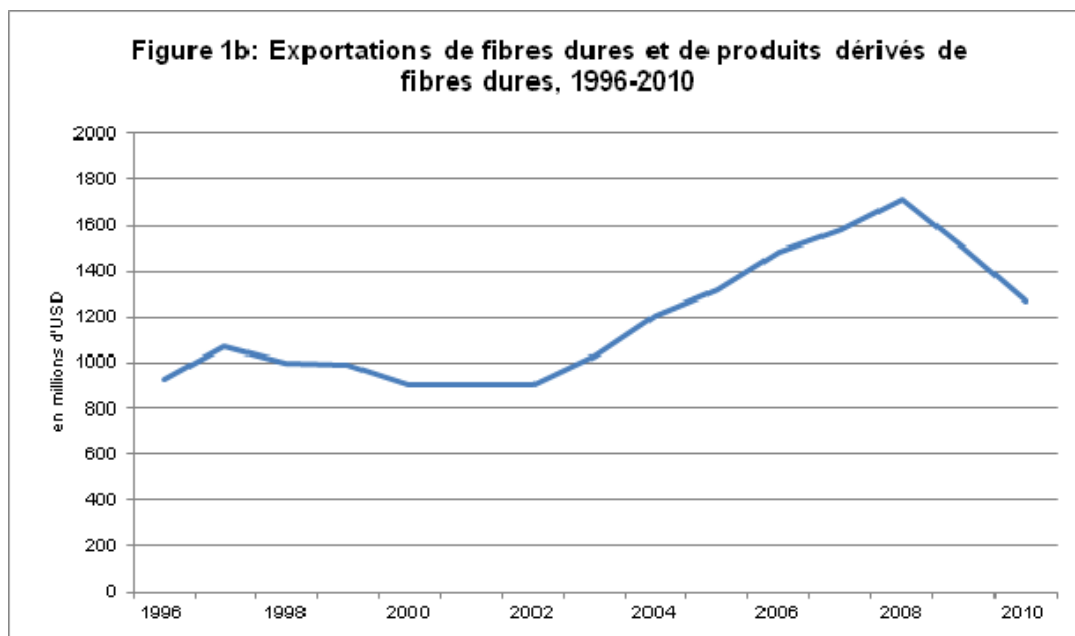
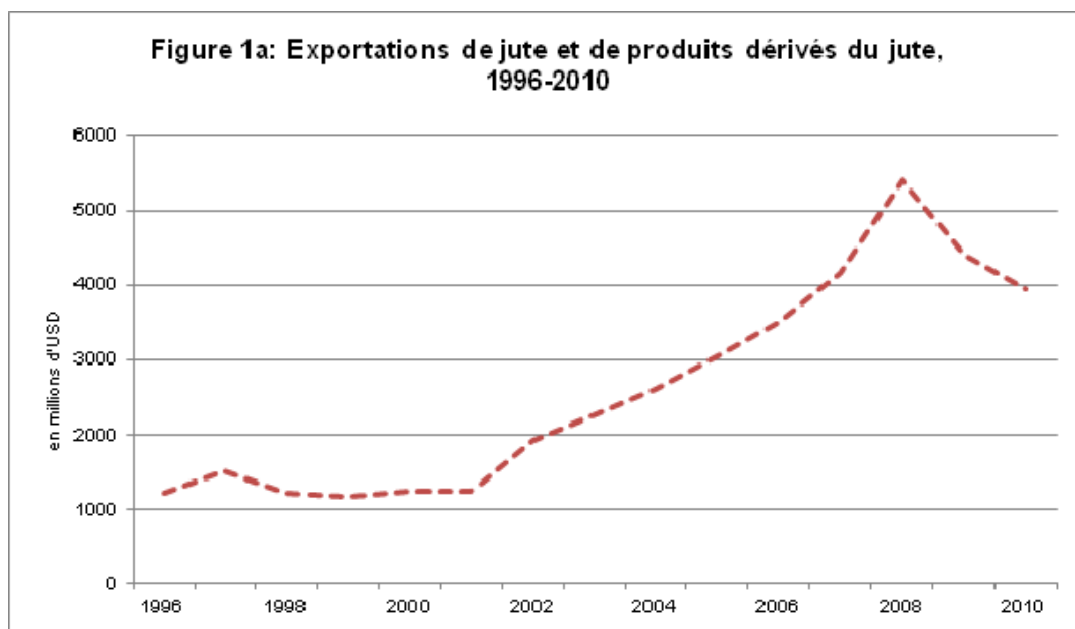
5. Ces questions sont abordées comme suit: la section II présente un aperçu des grandes tendances et des principaux moteurs du commerce et de la concurrence; la section III décrit les politiques commerciales qui ont une incidence directe sur le jute et les fibres dures – droits de douane et degré de progressivité des tarifs douaniers, obstacles non douaniers et autres politiques de soutien faussant le jeu des échanges; dans la section IV sont examinés les problèmes et les défis que doivent affronter les exportateurs classiques de jute et fibres dures sur le marché émergent des fibres composites et la section V apporte des conclusions.

TENDANCES ET STRUCTURE DU COMMERCE DE JUTE ET DE FIBRES DURES

6. L'évolution du commerce mondial (exportations) de jute et fibres dures depuis 1996 peut être catégorisée en trois phases (voir les figures 1a et 1b). Les figures 1a et 1b font apparaître les tendances des exportations de jute et produits dérivés et de fibres dures et produits dérivés (sisal, coir et abaca) respectivement. On voit que les deux courbes se ressemblent: la période 1996-2001 se caractérise par une stagnation, puis, entre 2001 et 2008, se dessine une nette croissance des exportations. Au cours de cette dernière période, la valeur des exportations mondiales de jute et produits dérivés est passée de 1,2 à 5,4 milliards d'USD. De manière analogue, la valeur des exportations de fibres dures a augmenté de plus de 80 pour cent, pour atteindre 1,7 milliard d'USD. Après le sommet touché en 2008, la courbe des exportations de jute et de fibres dures s'est inversée, du fait de la crise économique et financière mondiale. Le jute est l'article occupant

³ Les composites à base de fibres naturelles sont des matériaux hétérogènes consistant en résine polymère renforcée par des fibres naturelles. Ils combinent de bonnes propriétés mécaniques et physiques et l'apparence, la texture, la cohésion et les propriétés physiques des polymères.

la plus grande part des exportations, puisqu'il représente entre 56 et 75 pour cent de l'ensemble des exportations de jute et fibres dures, et il suit exactement l'évolution globale de ce groupe de produits⁴.



⁴ Les volumes d'échanges par source et par destination sont indiqués dans l'annexe.

COMPÉTITIVITÉ ET FACTEURS DÉTERMINANTS

7. Les facteurs ayant un effet déterminant sur la compétitivité et les disponibilités à l'exportation de jute et de fibres dures sont, du point de vue de la production, la stabilité des prix et la fiabilité des approvisionnements. Ceux-ci dépendent, quant à eux, des conditions météorologiques, des prix relatifs des cultures en concurrence et des profits des agriculteurs lors de la campagne précédente. Les politiques relatives à la production ont aussi une incidence sur les décisions des agriculteurs concernant les plantations, par exemple dans le cas où des mesures de soutien favorisent les cultures vivrières.
8. Du point de vue de la demande, la compétitivité est déterminée par les prix du jute et des fibres dures par rapport aux prix des fibres concurrentes, notamment synthétiques, dans divers marchés de consommation où la substitution est une possibilité techniquement acceptable. La concurrence agressive des produits synthétiques, dont les prix sont plus bas, en particulier du polypropylène pour de nombreux usages, a été le facteur le plus important déterminant la baisse de la demande de jute et de fibres dures.
9. Les conditions structurelles de nombreux pays producteurs de jute et de fibres dures ont elles aussi une incidence sur l'envergure et la répartition des marchés. Malgré la concurrence des matériaux synthétiques, la demande interne de jute et fibres dures résiste mieux dans certains grands pays producteurs, comme la Chine et l'Inde, que dans certains petits pays producteurs qui dépendent des marchés d'exportation.
10. Au plan international, l'environnement constitué par les politiques relatives au commerce nuit à la compétitivité. Dans la plupart des pays en développement, l'essor des échanges commerciaux de produits agricoles ainsi que d'autres produits emballés, comme le ciment et les produits agrochimiques, continue à alimenter considérablement la croissance de la demande de jute. Même si la manutention et le transport des denrées en vrac a gagné beaucoup de terrain dans le commerce international, l'ensachage reste encore très largement employé pour le transport, la distribution et l'entreposage au niveau national dans les zones rurales. Toutefois, les sacs de jute perdent des parts de marché au profit des matières synthétiques et la demande interne est souvent soutenue par choix politique, par exemple par des entreprises parapubliques.
11. La situation est analogue en ce qui concerne le sisal, en particulier suite à l'adoption de nouvelles techniques de récolte qui nécessitent moins de ficelle ou font appel à la ficelle synthétique. Cette tendance est plus prononcée dans des pays développés, où les progrès accomplis dans les technologies de mise en balles du foin et de la paille favorisent l'utilisation de matériaux synthétiques et ont donc eu pour effet d'amenuiser très sensiblement la part de la ficelle de sisal. Par suite, la seule fibre du groupe formé par le jute et les fibres dures qui a su résister à la concurrence des matières synthétiques est l'abaca (ou chanvre de Manille), qui a de meilleures propriétés que les fibres synthétiques pour la fabrication de papiers pour usages spéciaux, principale destination industrielle de cette fibre.
12. Cependant, malgré ce recul sur le marché, l'intérêt grandissant pour les questions de durabilité environnementale, la banalisation des produits « verts » et les hausses des prix des hydrocarbures, qui augurent de nouvelles hausses probables à l'avenir, sont de nature à dynamiser la croissance prévisible des produits composites à base de fibres naturelles. Le jute et les fibres dures (ainsi que d'autres fibres naturelles) étant respectueux de l'environnement, légers, résistants et bon marché, ont d'ores et déjà commencé à se substituer au verre et à d'autres matériaux synthétiques dans bon nombre d'applications technologiques dans les secteurs de l'automobile, de l'ameublement, de l'emballage, des biens de consommation courante et du bâtiment⁵.

⁵ *Properties and performance of natural-fibre composites*, sous la direction de Kim L. Pickering, Woodhead Publishing Ltd, Royaume-Uni, 2008.

POLITIQUES COMMERCIALES AYANT UNE INCIDENCE SUR LES FIBRES ET LEUR PRODUCTION

13. Même si les accords commerciaux multilatéraux conclus sous l'égide de l'OMC ont réduit les droits de douane à l'importation et imposent des « disciplines » applicables à d'autres mesures faussant le jeu des échanges – soutien de l'économie nationale ou subvention des exportations –, la structure des droits de douane appliqués aux échanges de jute et de fibres dures ainsi que de produits concurrents est restée sensiblement la même. Concernant le jute et les fibres dures, dans de nombreux pays, les droits de douane applicables au titre d'un régime de la nation la plus favorisée (taux NPF) sont encore nuls sur les produits bruts et sur certains produits semi-transformés, alors que les tarifs douaniers appliqués pour les produits transformés sont plus élevés (selon le principe de progressivité des droits de douane). Les importations des principaux produits concurrents du jute et des fibres dures – polypropylène et lin – sont encore taxées dans un très grand nombre de pays, souvent à des taux plus élevés dans les pays en développement. Alors que l'on assiste au démantèlement des barrières douanières dans de nombreux pays, il est aussi important de mentionner l'existence d'obstacles non douaniers sous différentes formes (mesures de contrôle des prix, mesures financières ou techniques, licences automatiques, etc.). La suppression immédiate ou progressive des obstacles non douaniers serait pourtant probablement très avantageuse pour les pays en développement exportateurs, à condition de mettre en place des stratégies adéquates qui permettraient de profiter des bénéfices obtenus tout au long de la filière du jute et des fibres dures, en particulier sur le jeune marché des fibres pour matériaux composites.

14. Certains pays grands producteurs de fibres de jute en sont également de grands importateurs. C'est le cas de l'Inde et de la Chine. En revanche, le Pakistan, principal importateur mondial, en produit peu. En 2009, ces trois pays cumulaient près de 75 pour cent des importations mondiales de fibres de jute. Le Pakistan, à l'instar de la plupart des pays développés importateurs, n'impose aucun droit de douane sur les importations de fibres de jute. La Chine et l'Inde appliquent respectivement des taux NPF de 5 et 10 pour cent (Tableau statistique 3). Le Bangladesh, autre grand producteur, impose des taux NPF de 25 pour cent sur tous les types de jute et produits dérivés du jute, exception faite des ficelles et des cordages, pour lesquels les droits de douane sont nuls pour tous les pays. En ce qui concerne les autres produits transformés dérivés du jute, l'Iran impose des droits de douane de 30 à 65 pour cent, la Chine de 6 à 14 pour cent, le Pakistan de 10 à 25 pour cent et l'Inde de 10 pour cent.

15. Il est important de noter que les taux effectivement appliqués dans les échanges entre pays en développement sont le plus souvent régis par des accords commerciaux préférentiels bilatéraux ou régionaux revêtant différentes formes, qui ont réduit les taux NPF à un niveau négligeable, voire nul. Par ailleurs, un certain nombre de pays en développement ont accordé un accès non soumis à droits ni à contingents aux exportations de certains pays parmi les moins avancés (PMA) et/ou un accès en franchise au titre du système généralisé de préférences (SGP) à des pays en développement.

16. Parmi les pays développés, les droits de douane appliqués aux importations de tissus de jute sont nuls aux États-Unis d'Amérique, de 4 pour cent dans l'Union européenne et de 10 pour cent au Japon. En ce qui concerne les autres produits transformés, les taux varient d'un pays à l'autre et suivent généralement une logique de progressivité tarifaire (Tableau statistique 3). Les exportations des pays en développement vers ces pays entrent pour la plupart dans le cadre d'un système généralisé de préférences (SGP) et les droits de douane sont ainsi négligeables, voire nuls. Plusieurs pays n'ont toutefois pas pu en profiter en raison de l'application de règles particulières strictes sur l'origine des produits, à savoir l'application du SGP mis en place par l'Union européenne (Initiative «Tous les produits sauf les armes») ou des « restrictions au titre de la préservation de la concurrence » aux États-Unis d'Amérique, qui prévoient que l'application du SGP est suspendue si les importations par les États-Unis d'un produit inscrit dans ce cadre et en provenance d'un seul pays dépassent un certain seuil.

17. Les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, qui absorbent respectivement 61 et 19 pour cent des importations mondiales des produits du sisal, n'appliquent aucun droit de douane sur la fibre brute. Les droits de douane sur les ficelles et les cordages de sisal s'élèvent en revanche à 3,6 pour cent aux États-Unis d'Amérique et à 12 pour cent dans l'Union européenne (Tableau statistique 4). Ils sont de 5 pour cent en Australie et de 4 pour cent au Japon. La Chine et l'Inde appliquent des droits de 5 et 10 pour cent, respectivement, sur les cordes et ficelles de sisal. La Tanzanie, qui est l'un des principaux producteurs de sisal, applique des taux NPF nuls à la fibre brute et de 25 pour cent aux produits transformés, conformément au tarif douanier commun établi dans le cadre de l'accord d'union douanière de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

18. L'Inde, Sri Lanka et la Thaïlande sont les principaux producteurs de fibres de coco (coir). La Chine, qui en est le premier importateur mondial, applique des droits de douane nuls sur la fibre brute et de 25 pour cent sur le fil et les tapis de fibres de coco (Tableau statistique 5). L'Union européenne, premier importateur mondial de fil et de nattes de coco, impose un taux NPF de 4 pour cent sur les revêtements pour le sol en fibres de coco et ne taxe pas les autres produits. Ses principaux fournisseurs sont l'Inde, Sri Lanka, les Philippines et la Chine. La plupart des échanges relèvent cependant du SGP ou d'un autre dispositif préférentiel.

19. Les Philippines et l'Équateur sont les principaux producteurs et exportateurs de fibres d'abaca et de produits qui en sont dérivés. L'Union européenne, les États-Unis d'Amérique et le Japon en sont les principaux importateurs. Tous les pays ont fixé un taux NPF nul sur la plupart des produits en fibres d'abaca, exception faite des cordes et cordages, pour lesquels les taux vont de 1,9 pour cent aux États-Unis d'Amérique à 30 pour cent en Égypte (Tableau statistique 6).

20. En ce qui concerne le polypropylène (Tableau statistique 7) et le lin (Tableau statistique 8), produits concurrents du jute et des fibres brutes, la structure des droits de douane appliqués aux échanges reflète la volonté des pays développés et des pays en développement de protéger les intérêts de leur industrie nationale. Cependant, comme dans le cas du jute et des fibres brutes, les taux NPF appliqués sont relativement moins élevés dans les pays développés que dans les pays en développement.

OBSTACLES NON DOUANIERS

21. Même s'il n'existe pas de définition conventionnelle ni officielle des obstacles non douaniers (ou « barrières non tarifaires »), cette expression renvoie en général à toutes les restrictions autres que les droits de douane qui s'appliquent aux échanges dans le domaine des biens, des services et des investissements. Il s'agit notamment des mesures aux frontières (procédures douanières, etc.), mais aussi de mesures consécutives au passage aux douanes découlant des lois, des réglementations et des usages nationaux. Les exportateurs de jute, de fibres dures et de leurs produits dérivés se heurtent à un certain nombre d'obstacles non douaniers qui les empêchent souvent de participer avec profit au commerce international. L'OMC et d'autres institutions internationales et régionales (par exemple le Marché commun de l'Afrique orientale et australe) collectent des informations à leur sujet, mais il n'en faut pas moins poursuivre les efforts en ce sens afin de mettre au point une classification appropriée des obstacles non douaniers et d'élaborer des mesures acceptables visant à les encadrer. Un résumé des obstacles non douaniers signalés par les exportateurs de produits à base de jute et de fibres dures est proposé ci-après.

22. Les exportateurs de jute et de fibres dures sont souvent confrontés à de sévères obstacles techniques au commerce (prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage, etc.), aux normes sanitaires et phytosanitaires, à des procédures douanières et administratives pénibles, à des exigences arbitraires concernant les licences d'importation qui pénalisent les exportations de fil, ficelle et corde, etc. D'après certains exportateurs, les obligations actuelles relatives à l'emballage de certains produits sont très coûteuses: ils ne peuvent plus avoir recours à la fumigation au bromure de méthyle comme auparavant car cette substance, qui contribue à appauvrir la couche

d'ozone, est interdite dans de nombreux pays⁶. Les techniques autres que le bromure de méthyle et moins chères ne sont pas accessibles partout et la plupart des produits disponibles à l'heure actuelle pour la fumigation sont conçus pour des ravageurs spécifiques, contrairement au bromure de méthyle, dont le spectre d'action couvre la plupart des organismes nuisibles. Cette question est importante et exige une intervention urgente car elle concerne aussi certaines denrées alimentaires. Les mesures sanitaires et phytosanitaires prises par certains pays ainsi que les exigences de ces pays en matière de certification limitent également les possibilités d'exportation car elles se traduisent par des formalités supplémentaires, qui sont coûteuses et exigent du temps, surtout pour les petits exportateurs. Certains pays exportateurs ont signalé d'autres obstacles majeurs au commerce: exigences de certificats spécifiques d'origine, de licences d'importation et d'enregistrement dans certains pays destinataires, de documents supplémentaires au port de déchargement pour les procédures d'évaluation en douane ou encore des inspections avant expédition.

23. En outre, on sait que certains pays ont des normes très difficiles à satisfaire en ce qui concerne les sacs de jute, qui pouvaient se traduire par des coûts supplémentaires pour les exportateurs. Dans d'autres pays, il est nécessaire de présenter des certifications qui garantissent que le jute et les fibres brutes transformés industriellement pour la production de sacs et de tissus proviennent de cultures exemptes d'organismes nuisibles. Par ailleurs, dans certains pays, les produits mixtes nécessitent une certification supplémentaire selon le pourcentage de jute et de fibres dures entrant dans la composition du tissu. Des exportateurs expliquent que, quand ils exportent vers certains pays, ils sont tenus de procéder à des analyses sur leurs produits et de présenter des certificats supplémentaires au cours des négociations, ce qui nécessite plus de temps et entraîne des surcoûts. Très souvent, la classification des produits est faite selon les besoins du moment et sans justification, ce qui peut aussi se traduire par des frais et des taxes plus élevés. D'autres exportateurs ont encore signalé que les produits du jute et des fibres dures étaient soumis à des droits antidumping élevés et à des procédures de licences non automatiques.

24. Par ailleurs, certains exportateurs sont tenus de respecter des obligations se rapportant à différentes normes (privées) en matière de santé, de sécurité, de travail des enfants, de durée du travail, de rémunération et d'avantages sociaux, de liberté d'association, de respect de l'environnement, etc. Afin de surmonter les problèmes liés à l'application de ces obligations, les exportateurs devraient participer activement et efficacement aux négociations bilatérales et multilatérales ainsi qu'au renforcement des capacités, car certaines de ces questions sont considérées comme légitimes ou préventives par les pays qui les imposent.

25. Concernant les mesures faussant les échanges – dont le soutien interne –, le jute et les fibres dures ne sont pas soumis aux engagements de réduction pris dans le cadre de l'OMC car les principaux producteurs et exportateurs de ce secteur – des pays en développement – n'ont généralement aucun dispositif de soutien. S'agissant de produits concurrents comme le lin et le chanvre, aucun pays n'a fait état d'un quelconque engagement concernant les subventions à l'exportation à l'OMC, à l'exception du Canada, qui a communiqué la liste de ses dépenses totales pour les oléagineux, où figurent les graines de lin. Si des mesures faussant les échanges sont adoptées par certains pays, elles peuvent être appliquées de façon indirecte et limitées à certaines mesures de soutien interne que ces pays ne sont pas tenus de proscrire en vertu de « disciplines » appliquées au titre des accords de l'OMC. En substance, les instruments fondamentaux qui régissent le marché du jute et des fibres dures sont l'organisation du marché intérieur ou les stratégies relatives au marché intérieur, les obstacles douaniers et non douaniers et la croissance de la demande internationale.

⁶ Conformément au Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, l'utilisation de bromure de méthyle devait être interdite dans les pays développés en 2006, et devra l'être dans tous les pays d'ici à 2013.

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET DÉFIS À RELEVER DANS LE SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT DES COMPOSITES DE FIBRES

26. Compte tenu des préoccupations d'ordre environnemental eu égard au coût et à l'impact de l'utilisation croissante de dérivés du pétrole et aux pratiques de déboisement incompatibles avec un développement durable, préoccupations avivées par l'aggravation des répercussions sur le climat, les fibres naturelles présentent un intérêt croissant car, non seulement elles peuvent se substituer à des produits à base de fibres ligneuses ou synthétiques, mais, surtout, elles peuvent entrer dans la fabrication de composites à fibres. Les biomatériaux connaissent ainsi un regain d'intérêt, notamment les matières premières renouvelables, dont la transformation nécessite moins d'énergie, et les matériaux recyclables, notamment ceux d'entre eux dont l'énergie peut être récupérée. Ces matériaux sont très présents dans le large éventail des composites à fibres naturelles. Toutefois, compte tenu que de nombreuses autres fibres naturelles peuvent avoir de meilleures propriétés⁷ que le jute et les fibres dures (par exemple la qualité d'armature et la résistance en traction de la fibre de lin sont supérieures à celles du jute et des fibres dures), le marché des composites est émaillé de nouveaux défis que devront relever les producteurs de jute et fibres dures des pays en développement. Les avantages et les inconvénients des fibres naturelles dans la fabrication de composites sont présentés ci-dessous.

Avantages et inconvénients de l'emploi des fibres naturelles dans les applications composites	
Avantages	Inconvénients
Ressource renouvelable et production émettant peu de CO ₂	Qualité extrêmement variable
Matériaux atoxiques, recyclables et biodégradables	Médiocre résistance à l'humidité
Poids spécifique faible comparé aux composites renforcés à la fibre de verre	Médiocre résistance au feu
Bonnes propriétés d'isolation thermique et acoustique	Prix et offre extrêmement variables
Résistance électrique élevée	Peu durable
Qualité de l'atmosphère du lieu de travail, meilleures conditions de travail	Odeur

Données issues de diverses sources.

27. L'un des domaines en plein essor au cours des dix dernières années est la fabrication de panneaux thermoplastiques renforcés par des fibres naturelles moulés par compression, qui ont été largement adoptés par l'industrie automobile en Europe pour des pièces telles que les panneaux des portières, les revêtements et garnitures d'habitacle, les tableaux et plateaux de bord et l'intérieur des coffres à bagages. Cette évolution a été dictée en grande partie par la Directive de l'Union européenne relative aux véhicules hors d'usage adoptée en 2000 établissant que, à compter de 2006, le taux de réutilisation et de valorisation devait être compris dans une fourchette entre 85 et 95 pour cent en poids⁸. Plusieurs autres pays, dont des pays asiatiques, sont en train d'adopter ou d'élaborer des mesures légales allant dans le même sens.

28. Aux États-Unis, l'intérêt pour l'utilisation de composites de fibres est particulièrement sensible dans le secteur de la construction. Dans d'autres pays, des fibres naturelles, dont le jute et les fibres dures, sont employées au lieu des fibres artificielles pour renforcer les composites (par exemple dans la fabrication de la pâte de ciment, du mortier, du béton, des panneaux

⁷ *Properties and performance of natural-fibre composites*, sous la direction de Kim L. Pickering, Woodhead Publishing Ltd, Royaume-Uni, 2008.

⁸ http://ec.europa.eu/environment/waste/elv_index.htm.

contreplaqués – fibre de coir et de jute –, etc.) afin d’améliorer les propriétés mécaniques de ces matériaux. Par ailleurs, le soutien public et les nouvelles dispositions légales adoptées dans nombre de pays, qui imposent spécifiquement des limites sur les importations et l’utilisation de certains produits synthétiques, ont aussi contribué à améliorer encore davantage les perspectives du marché des composites à base de fibres. Outre les secteurs de l’automobile et du bâtiment, les composites à fibres sont employés, entre autres, pour la fabrication d’articles de sport, de boîtiers de radiotéléphones et d’ordinateurs portables, de biens de consommation courante, de pâte à papier, de textiles techniques, d’objets d’artisanat et d’accessoires de mode⁹.

29. Le graphique 1 ci-dessous présente les principaux moteurs qui déterminent la croissance actuelle et future du secteur des composites à base de fibres naturelles. Toutefois, compte tenu que ces changements interviennent pour la plupart dans des pays développés, les pays en développement doivent, pour pouvoir participer à ce marché extrêmement prometteur, réorienter leurs stratégies actuelles afin de définir leurs propres priorités et produits, créer des passerelles avec les pays en développement et développés et les organisations de recherche pertinentes pour renforcer leurs capacités avec des technologies adaptées à leurs besoins.

30. La demande de composites à base de fibres naturelles devrait être élevée selon les estimations, en particulier dans les applications des secteurs de l’automobile et du bâtiment, compte tenu de l’intérêt croissant suscité par les produits « verts » et de leur banalisation, de la demande de produits économiques et légers, du besoin de réduire les effets du réchauffement planétaire et du soutien public et international¹⁰. Certains pays en développement ont d’ores et déjà accompli des progrès notables (par exemple: fabrication de panneaux de coir et de jute en Inde, briques de sisal et autres matériaux de construction en Tanzanie, etc.) et, dans d’autres pays, des initiatives devraient être développées et renforcées grâce à des partenariats public-privé.

CONCLUSIONS

31. L’application des accords du cycle de l’Uruguay de l’OMC depuis 1996 et la disparition progressive de l’Arrangement multifibres en 2004 sont deux jalons importants pour le commerce international du jute et des fibres dures. Les « disciplines » mises en place sous l’égide de l’OMC pour réduire les droits de douane et transformer d’autres formes de restrictions en équivalents de droits de douane et les réduire selon une formule établie afin d’améliorer l’accès au marché, ainsi que la réduction visant à éliminer les autres mesures faussant les échanges, ont été bien suivies en ce qui concerne le jute et les fibres dures. La fin de l’Arrangement multifibres, qui imposait des restrictions sous forme de quotas sur les importations de textiles et en vertu duquel des taux de droits au titre de l’Arrangement multifibres étaient appliqués au lieu de taux SGP, plus bas, quand les importations dépassaient les quotas, devrait selon toute attente améliorer l’accès des produits textiles et d’habillement des pays en développement au marché. Il faut ajouter à ceci la multiplication des accords commerciaux bilatéraux et régionaux ces dernières années, qui a contribué à créer un environnement favorable aux exportateurs de jute et fibres dures des pays en développement.

32. On ne saurait toutefois crier victoire car il reste des droits de douane et des obstacles non douaniers, qui doivent être éliminés pour que les producteurs et exportateurs de jute et fibres dures obtiennent des bénéfices optimaux et durables. En particulier, des efforts doivent être consentis pour que des liens soient établis avec des partenaires commerciaux dans les négociations bilatérales, régionales et multilatérales destinées à démanteler les droits de douane encore existants, notamment les droits progressifs. S’agissant des obstacles non douaniers, des progrès mineurs ont certes été accomplis dans certains domaines – en ce qui concerne la déclaration et le suivi –, mais aucune mesure concrète ni plan de travail visant à les supprimer progressivement n’ont été fixés au niveau multilatéral. Les obstacles relevant de mesures

⁹ *Ibid.*, 6.

¹⁰ Voir "Opportunities in Natural Fiber Composites", Lucintel Brief, mars 2011: www.lucintel.com.

sanitaires et phytosanitaires, qui sont parfois justifiées, obligent les exportateurs concernés à chercher de l'aide pour renforcer leurs capacités de se mettre en conformité aux normes.

33. Il est inutile d'obtenir un accès au marché si on n'a pas les produits souhaités en quantité suffisante et de qualité acceptable. C'est pourquoi les producteurs de produits à base de jute et de fibres dures doivent s'attacher à surmonter leurs problèmes d'approvisionnement et de commercialisation. Ceux-ci peuvent être abordés sur plusieurs fronts: par des politiques efficaces au plan opérationnel, par le renforcement des capacités et des institutions, par l'investissement dans la recherche-développement tout au long de la filière du jute et des fibres dures et par l'amélioration de l'infrastructure au profit des marchés. Il ne faut pas viser uniquement l'amélioration des conditions agricoles pour la production de jute et de fibres dures, mais également favoriser la recherche-développement sur les utilisations finales nouvelles et futures, en tenant compte des préoccupations écologiques croissantes à l'heure actuelle quant à l'utilisation de substituts synthétiques.

34. Sur le marché naissant des composites à base de fibres, les producteurs de jute et fibres dures des pays en développement doivent élaborer des stratégies complètes qui leur permettent de s'intégrer dans la filière mondiale d'approvisionnement, sans quoi ils devraient se contenter de fournir des matières premières et des produits intermédiaires aux marchés étrangers. Ces stratégies doivent aussi envisager les applications possibles des matériaux composites à base de fibres à l'intérieur de leurs propres marchés nationaux, notamment celles d'entre elles susceptibles de se substituer à des applications existantes ayant des effets nocifs notoires sur leur environnement.

35. Enfin, le Secrétariat souhaiterait que les groupes formulent des orientations sur les questions suivantes:

- Donner suite aux recommandations émanant de la consultation menée dans le domaine du commerce et des mesures en rapport avec le commerce;
- Refonte du questionnaire de collecte de données actuellement employé, pour y intégrer des mesures politiques ayant une incidence sur les échanges;
- Structure du site web concernant l'étendue des informations relatives au commerce, aux droits de douane, aux obstacles non douaniers, etc.;
- Conduite d'études exhaustives pour actualiser les informations relatives aux dynamiques du commerce et de la filière du jute et des fibres dures, y compris sur les perspectives et les débouchés du marché des composites à base de fibres, s'agissant plus spécifiquement des produits à base de fibres relevant du mandat du groupe conjoint.

Graphique 1: Le secteur des composites à base de fibres naturelles et ses dynamiques